

L'Occident, les Autres et la construction d'un nouvel espace public

*Elsie Rockwell

UNE PRÉOCCUPATION INITIALE: UN ESPACE PUBLIC SANS CULTURE?

Plusieurs interventions dans ce colloque témoignent d'un espoir d'entamer le dialogue entre les cultures à travers la consolidation ou la formation d'un *espace de rencontre commun*. Certaines interventions ont identifié cet espace à des concepts connus, tel le Droit, et ont fait allusion à la Loi comme instrument pour régler les différences. Dans d'autres, ce lieu commun se confond avec quelque chose comme l'essence d'une société, un ensemble de normes implicite qui donnerait de la cohérence à l'ordre social et qui permettrait la coexistence pacifique entre secteurs différents. D'autres participants ont abordé ce thème avec le concept d'*espace public*, associé à la construction historique de la société civile. Finalement, on a proposé la création d'un nouveau cadre de négociation, moyennant un *dialogue interculturel*. Toutes ces propositions avec leurs nuances propres partagent l'espoir d'arriver à un nouvel agencement ou un nouvel accord social qui parviendrait à contenir les "conflits culturels". Le pari semble se fonder sur la possibilité de laisser de côté les différences culturelles et chercher des éléments, des valeurs ou des droits communs pour les différents groupes, comme base de possibles accords. Dans le passé, cette

quête a contribué de fait à souligner la communalité ou l'universalité humaine, face à des positions qui tenaient pour irréconciliables les différences culturelles entre groupes humains.

Mon souci est le suivant: tel que cela a été exprimé, on a l'impression qu'il s'agirait d'un espace libre de culture. La priorité est donnée à cette zone apparemment neutre, publique, au détriment des dynamiques culturelles et des identités construites par les différents groupes. On court le risque d'inviter les interlocuteurs du dialogue à laisser entre parenthèses leurs histoires culturelles au moment de se retrouver dans ce lieu commun. Parfois nous faisons nôtre une perspective de la réalité sociale qui est un lieu commun, perspective selon laquelle le social peut être traité publiquement sans toucher le terrain du culturel, qui, lui, est relégué à l'espace privé, individuel. Cependant, comme Habermas l'a démontré, cette séparation entre le public et le privé a une histoire culturelle et sociale particulière dans les sociétés européennes.

Néanmoins, un regard sur l'histoire montrerait que les espaces de rencontre entre groupes différents se sont toujours construits dans des situations immergées dans des mondes culturels complexes. Dans leurs négociations les parties prenantes ont eu recours à des langages et des discours, qui ne peuvent être jamais libres de culture. D'autre part, les processus de négociation qui s'engendrent dans ces espaces ont toujours été traversés par des relations de pouvoir inégales. En effet, lorsque deux groupes aux histoires culturelles différentes se rencontrent, l'un des deux s'est vu obligé de faire de fortes concessions devant l'autre, généralement devant le groupe qui détient le pouvoir. Par exemple, bien que le catholicisme ait montré, à certains moments, une certaine ouverture envers d'autres histoires culturelles, il a toujours surveillé la traduction de son dogme à d'autres langues et n'a donné son aval qu'aux pratiques culturelles locales qui étaient compatibles avec sa propre loi. Par contre, l'église s'est montrée terriblement intolérante devant n'importe quelle "déviation"... Un autre exemple est celui de la campagne en faveur des Droits de l'Homme. Bien que cet effort a intégré des valeurs qui prétendent être universelles et qui représentent des aspirations humaines fondamentales, il a par contre aussi exclu d'autres histoires culturelles. La Charte des Droits de l'Homme s'est fondée sur une conception occidentale du droit individuel, laissant en dehors toute considération des droits collectifs des peuples. Ces exemples montrent combien il est difficile de projeter un espace de rencontre interculturelle qui ne soit pas inspiré par une certaine conception du monde, en général celle des plus puissants. La question à se poser serait de savoir à quel point est-il valable de cacher ce fait, avec la prétention de créer un espace "neutre".

Le risque de nier le contenu culturel de l'espace de rencontre persiste dans certaines propositions que nous pourrions faire dans ce colloque. Certains présupposés de notre

propre histoire culturelle peuvent se filtrer si l'on n'examine pas les contenus culturels de l'espace public. Nous avons tendance à identifier cette zone apparemment neutre avec la tradition dite "occidentale". Nous avons été éduqués dans la croyance que cette tradition, et elle seule, représente la démocratie, la raison critique, le laïcisme classique, la tolérance, les valeurs "modernes". A partir de la perspective occidentale, les autres cultures, les cultures des "autres", sont considérées pré-modernes, fondamentalistes, corporatives, autoritaires, machistes, etc. Selon cette vision eurocentrique, les "autres" manquent des valeurs nécessaires pour soutenir les pratiques et les discours d'un "espace public". Dans cette perspective, l'échec apparent de la modernité et de la démocratie s'attribue implicitement à un manque de type culturel. Poussée à l'extrême, cette position est très dangereuse, puisqu'elle a déjà légitimé l'installation de gouvernements autoritaires dans toutes les nations des "autres", les non occidentales. Au long du XX^e siècle, les puissances ont imposé et avalé des dictatures et ont militarisé des régions à l'intérieur des pays, supposant que les "autres" n'étaient pas "préparés" pour la démocratie.

Afin d'éviter ce risque, nous devons assumer une autre vision. Il est nécessaire de connaître et considérer les histoires culturelles diverses qui sont en jeu dans la construction de cet espace commun. L'histoire des "autres", ou plutôt, les autres histoires non occidentales, révèlent une recherche de formes de cohabitation plus justes et démocratiques, sur la base d'accords entre peuples différents. Souvenons-nous par exemple, des moments et des lieux où chrétiens, musulmans et juifs ont cohabité pacifiquement.

On rencontre aussi l'évidence de ces recherches parmi de nombreux peuples qui actuellement articulent leurs identités culturelles autour de luttes pour ouvrir des espaces plus grands d'autodétermination et de justice. Ces autres histoires posent des défis importants à ce que l'on appelle le monde occidental justement dans la définition de ces domaines apparemment neutres, comme c'est le cas de l'espace public. Autrement dit, les "autres", à partir de leurs propres histoires, ont contribué à la recherche de cet espace commun.

UN EXEMPLE VENU D'AMÉRIQUE

Je ne connais pas la situation de l'islamisme, mais je voudrais apporter à ce forum une autre histoire. Il s'agit d'une situation réelle de négociation, dont j'ai eu la chance d'être le témoin: le Dialogue entre l'EZLN (Armée Zapatiste de Libération Nationale) et la délégation du gouvernement mexicain, dialogue qui s'est déroulé entre octobre 1995 et janvier 1996 à San Andrés Sacamch'en de los Pobres, Chiapas. La négociation entre

les deux parties fut établie par une loi nationale et avait à l'ordre du jour un large éventail de questions sociales et politiques à considérer pour résoudre les problèmes de fond qui avaient donné lieu au soulèvement zapatiste: droits des indigènes, démocratie et justice, droits des femmes, garanties d'éducation, santé, travail et terre pour tous. Le dialogue fut interrompu en septembre 1996 car le gouvernement mexicain ne respectait pas les engagements pris dans les premiers accords relatifs aux droits des indigènes et signés en février de la même année. A partir de ce moment-là le gouvernement choisit de donner une solution militaire à l'insurrection indigène au Mexique. Il a protégé la formation de nombreux groupes armés paramilitaires qui mènent une guerre sale contre le peuple indigène soutenant le zapatisme, détruisent systématiquement leurs moyens de survie matérielle et culturelle et assassinent des civils. En même temps, il a installé des campements militaires dans toutes les communes de la zone, avec la consigne de maintenir l'ordre, mesure qui de fait instaure un commandement militaire dans tout l'Etat. Cette stratégie permet au gouvernement mexicain de soutenir, la thèse selon laquelle il s'agit uniquement d'un "conflit intercommunautaire" aux nuances ethniques et religieuses, et que l'armée n'est là que pour maintenir la paix. C'est le même discours –un discours fabriqué en Occident– que l'on entend dans d'autres parties du monde et qui cache la destruction systématique de différentes formes de vivre et de vivre ensemble.

Les intentions du gouvernement étaient prévisibles depuis l'étape du Dialogue. Tout au long du processus, le racisme déclaré de la délégation gouvernementales était évident ainsi que son incompréhension fondamentale envers la position des leaders indigènes. Entre les deux parties existaient évidemment des différences culturelles très fortes. La délégation gouvernementale représentait la culture du pouvoir, sous son jour le plus bureaucratique et policier, et jouissait d'une grande capacité pour produire des textes qui promettaient mais n'engageaient pas les autorités. Les commandants zapatistes indigènes (Marcos, le seul leader métis, n'était pas présent pendant la première phase) parlaient peu l'espagnol, demandaient du temps pour comprendre les textes proposés et dépendaient des explications de leurs traducteurs et conseillers. Eux suivaient une norme indigène qui veut que les accords soient pris par consensus en assemblées communautaires et que les autorités répondent par des faits, non par des paroles. Ce système indigène diffère du système de démocratie électorale représentative qui est supposé définir le régime mexicain, quoique de fait un seul et même parti s'est maintenu au pouvoir pendant soixante-dix ans. L'enjeu de la première phase de la négociation, c'était justement la reconnaissance de cette différence -la reconnaissance constitutionnelle d'une autonomie communautaire indigène. Cependant, la délégation gouvernementale envoyée par l'exécutif eut beaucoup de mal à comprendre et à accepter la possibilité de cette autonomie à l'intérieur d'une société plurielle.

Néanmoins, ce que je voudrais faire remarquer c'est que, pendant le processus de négociation, les parties ont utilisé des stratégies qui se sont avérées contraires à ce que l'on pouvait supposer. En fait, ce furent les membres de la délégation gouvernementale qui avançaient des interprétations et des solutions "culturalistes", sans pour autant offrir évidemment un respect réel des différences culturelles. Ce furent eux qui tentèrent de défendre l'idée que les "causes du conflit" résidaient dans les différences de nature religieuse ou ethnique au sein des peuples indigènes. Leur but était de limiter le dialogue à ces sphères - "le réduire" selon leur propre terme - pour éviter les problèmes de fond, tels que l'absence de démocratie et de justice dans le pays. Ainsi proposaient-ils d'attribuer une "autonomie culturelle" aux peuples indigènes, sans reconnaître les droits politiques fondamentaux, nécessaires pour atteindre une véritable autonomie.

Par contre ce furent les "autres", les membres de la délégation indigène zapatiste, qui réclamèrent la formation d'un "espace public". En effet, la présence de nombreux invités pendant le processus de négociation répondait à leur insistance sur le fait de mener un dialogue public et non pas une négociation secrète comme en avait l'habitude le gouvernement mexicain. Ce furent eux qui insistèrent sur la possibilité d'arriver à un minimum entre les différentes organisations et avec le gouvernement, accord tendant à changer les rapports entre la société nationale et les groupes indigènes du pays. Ce furent les zapatistes qui nous placèrent devant une pratique politique moderne, susceptible de dépasser l'ancienne pratique politique, dans laquelle dominant (en particulier mais pas uniquement avec les indigènes) la prépotence, le caciquisme, l'impunité, l'assassinat, la corruption, l'usage de la force, etc. C'est cette position qui fut discutée et qui l'emporta durant les discussions et les débats publics qui accompagnèrent la première phase du dialogue. Ce fut aussi cette position qui a permis d'atteindre un consensus sur la façon de reconnaître les droits propres aux peuples indigènes, sans impliquer pour autant une division interne de la nation. Ce consensus est présent dans les premiers Accords de San Andrés, qui jusqu'à ce jour attendent d'être versés dans la loi et dans les faits.

UN DERNIER MOT

Il existe une tendance qui consiste à voir en l'Occident le possesseur de la rationalité, comme si les autres, qu'ils soient arabes ou indiens tojolabales, n'aient pas d'intérêt propre à affirmer l'existence d'un espace public, pour mener dans cet espace un processus de dialogue aux normes claires. Eux, par contre, ont tenté à plusieurs reprises

d'atteindre avec l'usage de la raison ces ententes minimales qui justement ont été niées par les pouvoirs occidentaux (et j'inclus dans cet "Occident" les gouvernements d'autres régions, armés et soutenus par ceux-là). Il est important de comprendre que les "autres", les sans-pouvoir et sans-parole, ont apporté des éléments historiques et culturels contribuant à construire la rationalité de ce nouvel "espace public" intégrateur que nous désirons tous. Ce sont eux qui ont lutté à maintes reprises contre les éléments barbares de la configuration "occidentale", c'est-à-dire, contre les pouvoirs qui, en ce moment, nous conduisent tous à la destruction.